

**RWANDA : FICHE PAYS – AVRIL 2023**

Catégorie OCDE (2017) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+/ B2/ B+

Monnaie locale : Franc rwandais (RWF) / Régime de change : flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



**FORCES**

- Faible niveau de corruption et bonne gouvernance
- Investissements en infrastructures importants
- Stabilité politique
- Développement du secteur privé
- Climat des affaires favorable

**FAIBLESSES**

- Etroitesse du marché interne
- Pays enclavé
- Dépendance aux cours des matières premières
- Secteur industriel encore peu développé

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : Pas de changement majeur des risques.

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance aurait atteint 6,8% en 2022 (après un rebond de +10,9% en 2021). Pour 2023, l'activité resterait résiliente, prévue à +6,2%, mais en dessous de la moyenne d'avant pandémie à 7,3%. L'inflation encore élevée continuerait de peser sur la consommation des ménages, tandis que l'investissement privé pourrait ralentir dans un contexte des taux d'intérêts plus élevés. Le ralentissement mondial est également susceptible de pénaliser les exportations du pays.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : après l'impact de la crise sanitaire, le déficit public tend à se résorber progressivement jusqu'en 2022 à 7,6% du PIB. Pour 2023, le déficit devrait cependant progresser (prévu autour de 8% du PIB), dans un contexte de baisse des recettes (exonérations fiscales, diminution de dons). La dette publique est prévue autour de 74% du PIB en 2023 (contre 56,8% du PIB en 2019). Le poids des crédits concessionnels (plus de 70% du total de la dette), ainsi que sa maturité moyenne (14,2 ans en 2023) réduit le risque de refinancement. Le risque de surendettement du pays est considéré modéré selon l'analyse du FMI.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le déficit courant devrait rester élevé en 2023 (prévu autour de 13% du PIB), tiré par le ralentissement prévu de la demande adressée au pays. Les coûts de l'énergie continueraient par ailleurs de peser sur les importations, malgré des prix prévus plus modérés que l'an passé. Les réserves en devises, de près de 1,8 Mds d'USD fin 2022 (4,4 mois d'importations environ), ainsi que les multiples aides internationales devraient permettre au pays d'honorer le service de sa dette, qui demeure par ailleurs relativement limité (environ 250 M d'USD en 2023). Après s'être déprécié de près de 8% sur 1 an à fin mars 2023, le franc rwandais devrait continuer de se déprécier tiré par le déficit courant qui resterait élevé.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : le secteur bancaire est sain et bien capitalisé. Le niveau de capitalisation des banques est satisfaisant à 21,3% (en septembre 2022) et au-dessus du minimum règlementaire de 15%. Le taux de créances douteuses tend par ailleurs à baisser à 4,1% (contre 5,1% en septembre 2021).

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique** : Le président Kagame a été réélu président du parti au pouvoir, le Front Patriotique Rwandais, renforçant ainsi son leadership sur la scène politique depuis plusieurs années. Le Rwanda est reconnu pour son faible niveau de corruption (3ème d'Afrique selon *Transparency International*) et l'utilisation efficace de l'aide internationale accordée au pays. Les relations avec le pays voisin, la RDC, restent encore tendues.
- **Climat des affaires** : Le Rwanda dispose d'un environnement des affaires et d'une gouvernance parmi les plus favorables du continent africain.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique** : l'économie rwandaise est encore tributaire de l'agriculture pluviale, et donc fortement vulnérable au changement climatique. Au Rwanda, la principale source d'émissions de GES est le secteur agricole (environ 55% du total), suivi du secteur de l'énergie à 31%. Signataire des accords de Paris, le pays s'est engagé à réduire de 16% ses émissions de GES à l'horizon 2030 et de 22% supplémentaires, sous réserve de l'obtention d'un soutien du financier externe.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2017-2021 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Or	28,2%	Combustibles	11,1%	RDC	32,1%	Chine	18,7%
Café, thé	19,6%	Machines, appareils élect.	10,9%	EAU	29,2%	EAU	8,9%
Minerais de niobium, tantale, étain	15,9%	Machines, appareils méc.	7,7%	Suisse	4,2%	Inde	8,9%
Pdts de la minoterie (farine, semoule)	2,3%	Produits pharmaceutiques	6,1%	Royaume-Uni	3,3%	Ouganda	8,6%
Préparations à base de céréales	2,2%	Voitures automobiles	5,5%	France (35ème )	0,2%	France (22ème )	1,0%

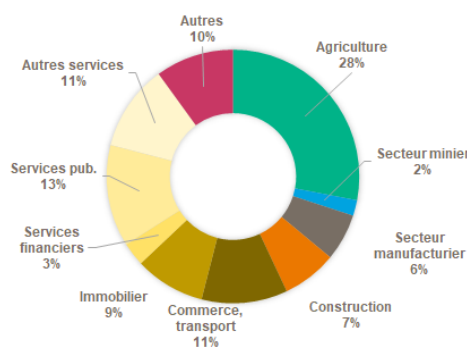
Source: Cnucead

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

RWANDA	2018	2019	2020	2021	2022(p)	2023(p)	2024(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>							
PIB (Mds USD, courant)	9	10	10	10	11	13	13
<i>Rang PIB mondial</i>	142	140	142	143	143	141	139
Population (Mns)	12,1	12,4	12,7	13,0	13,3	13,6	13,9
<i>Rang Population mondiale</i>	75	74	74	74	74	74	72
PIB / habitant (USD)	798	837	804	854	958	970	984
Croissance PIB (%)	8,6	9,5	-3,4	10,9	6,8	6,2	7,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,4	2,4	7,7	0,8	13,9	8,2	5,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	19,6	8,2	6,2	17,0	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>							
Dette publique (% PIB) <sup>D</sup>	NA	56,8	72,4	73,3	71,3	73,9	76,8
Solde public (% PIB) <sup>D</sup>	NA	-8,1	-9,1	-8,6	-7,6	-8,1	-6,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	4,5	4,4	5,5	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>							
Solde courant (% du PIB)	-10,1%	-11,9%	-12,1%	-10,9%	-11,6%	-13,2%	-12,0%
IDE (% du PIB)**	3,6%	2,5%	1,5%	1,9%	2,3%	2,2%	2,4%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	7,1	6,5	7,1	7,1	4,6	4,9	5,2
Dette extérieure totale (% PIB)*	59%	63%	80%	81%	76%	77%	86%
Dette extérieure CT (% PIB)*	3,7%	3,3%	3,7%	3,8%	NA	NA	NA
Taux de change***	879	923	972	1010	1071	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>							
Fonds propres / actifs pondérés	23,8	22,6	20,3	20,6	21,3 <sup>E</sup>	NA	NA
Taux de NPL	6,4	4,9	4,5	4,6	4,1 <sup>E</sup>	NA	NA
ROE	11,2	12,5	11,8	15,0	18 <sup>E</sup>	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>							
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	103	98	99	NA	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	59	56	41	28	38	NA	NA
<b>CLIMAT</b>							
Rang émissions de CO2 par hab. (145 pays) <sup>a</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	151	152	153	167	171	NA	NA
Rang politique climat (58 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (octobre 2020);\*Banque Mondiale;\*\*Oxford Economics;\*\*\*T. Reuters a : Agence Internationale de l'Energie, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; D: Exercice budgétaire allant de juillet à juin, dont inclut (FMI, Country Report No. 2022/381) , E: données à septembre 2022

VENTILATION SECTORIELLE DU PIB EN 2017



Source: National Institute of Statistics of Rwanda



## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • Une croissance plus modérée en 2023

En 2022, la croissance a atteint **6,8%** (après un rebond de +10,9% en 2021), **en dessous de la moyenne d'avant crise sanitaire** (+7,3% entre 2015 et 2019).

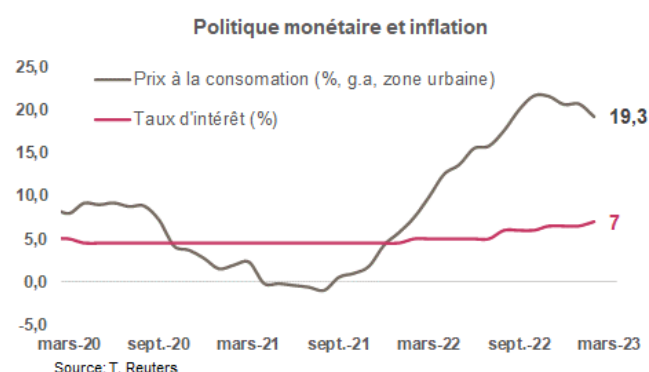
Les retombées du conflit en Ukraine ont engendré une forte augmentation de l'inflation (alimentaire et énergie) ayant pénalisé la consommation privée. La reprise du secteur du tourisme, qui a atteint près de 68% de son niveau d'avant pandémie, a cependant soutenue en partie l'activité l'an passé.

**La croissance en 2023 resterait en revanche plus limitée**, prévue à 6,2% selon le FMI. Le ralentissement mondial pourrait se traduire par une baisse de la demande adressée au pays, tandis que l'inflation encore élevée pèserait sur la consommation des ménages, d'autant plus que le chômage reste encore élevé<sup>1</sup>.

**L'investissement privé pourrait aussi pâtir de la hausse du taux directeur** (Cf. durcissement monétaire ci-dessous), mais l'investissement public, en infrastructures en particulier, resterait encore dynamique.

### • Durcissement de la politique monétaire

**L'inflation a fortement progressé à 13,9% en moyenne en 2022** (contre 0,8% en 2021), tirée par la hausse des prix du carburant et des produits alimentaires. Face aux pressions inflationnistes, la banque centrale a initié son cycle de durcissement monétaire (+200pdb depuis février 2022), dont le taux directeur atteint désormais 7% (depuis février 2023).



**Pour 2023, l'inflation devrait diminuer, mais resterait élevée prévue autour de 8% en moyenne.** Elle tend en effet à ralentir depuis le début de l'année, à 19,3% en g.a en mars, mais reste au-dessus de la cible haute de la banque centrale fixée à 8%. La banque centrale envisagerait cependant de réduire le rythme du

resserrement monétaire dans les mois à venir si la tendance baissière de l'inflation se poursuit.

### • Une économie encore dépendante du secteur agricole

Le secteur agricole (28 % du PIB) est dominé par les cultures (maïs, bananes, manioc, sorgho, riz, haricots, pommes de terre), notamment d'exportation (thé, café). Le secteur agricole emploie près de 70 % de la population. **La construction est soutenue par les investissements publics.** Le secteur manufacturier, dont l'activité provient essentiellement des PME, concerne en particulier l'agro-alimentaire. **Dans le tertiaire**, le commerce/transports/immobilier, ainsi que le tourisme, dont l'activité reprend progressivement, sont les secteurs le plus porteurs.

**Le gouvernement qui a particulièrement investi dans le secteur du tourisme d'affaires**, souhaite aussi se positionner comme destination d'écotourisme de haut de gamme. L'amélioration des infrastructures de transports (telles que la construction de l'aéroport international Bugesera, le développement de la flotte aérienne RwandAir) devrait se poursuivre. A noter par ailleurs qu'une liaison directe entre Kigali et Paris est prévue à partir de juin 2023.

**Le pays poursuit par ailleurs son plan stratégique de diversification à long-terme** « Vision 2020 » et « Vision 2050<sup>2</sup> » qui repose en grande partie sur le **développement du secteur privé**. Les Autorités misent ainsi sur l'amélioration constante du climat des affaires afin de stimuler et soutenir l'investissement privé, local et étranger. Les autorités poursuivent également leurs efforts pour l'émergence d'une économie du savoir tirée par l'innovation, les services et l'industrie à plus forte valeur ajoutée. La construction de la Kigali Innovation City (KIC) est une illustration<sup>3</sup>.

### • Un secteur bancaire sain

**Le secteur bancaire demeure sain et bien capitalisé. La capitalisation des banques est satisfaisante** à 21,3% en septembre 2022, soit un niveau **au-dessus du minimum réglementaire requis de 15%** et la rentabilité des capitaux propres (ROE) atteint 18% (contre 14,8% en septembre 2021).

**Les taux de prêts non performants (NPL) enregistrés** par les banques et institutions financières de microcrédit **sont** par ailleurs **en baisse** à 4,1% et 2,4% en septembre 2022, contre 5,1% et 6,4% en septembre 2021 respectivement.

**L'exposition du secteur bancaire au secteur public a eu cependant tendance à progresser** et représente désormais 22% de l'encours des prêts (contre 16%

<sup>1</sup> Le taux de chômage, bien qu'en baisse au T3 2022, est resté élevé 18,1% de la population active (contre 15% avant la crise sanitaire).

<sup>2</sup> Ces plans stratégiques sont en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD). Le Rwanda prévoit ainsi d'accéder au statut de pays à revenu élevé à l'horizon 2050.

<sup>3</sup> <https://www.africa50.com/investing-for-growth/projects-investments/kigali-innovation-city/>



précédemment), mais ne présenterait pas de risque particulier à ce stade.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Vers une augmentation du déficit en 2023**

Après l'impact de la crise sanitaire qui a fortement creusé le déficit public en 2020<sup>4</sup> (-9,1% du PIB), celui-ci tend à se résorber progressivement jusqu'en 2022. La hausse des dons (1% du PIB) a compensé en partie le manque à gagner de l'Etat lié à la réduction de la taxe sur les carburants, ainsi que la hausse de subventions (engrais, transports) pour soutenir la consommation face à l'inflation.

Pour 2023, le déficit devrait en revanche progresser, tiré par la baisse prévue des recettes sur la période, liée notamment à la diminution prévue des dons externes, la mise en place d'exonération fiscales dans le cadre du programme « *manufacturing build to recover* » pour soutenir la reprise post-covid, ainsi que les réductions de la TVA et de l'impôt sur les revenus. Le déficit est ainsi prévu autour de 8% du PIB pour l'exercice budgétaire 2023 (contre 7,6% du PIB en 2022).

A noter toutefois que le pays bénéficie du soutien du FMI<sup>5</sup> afin de soutenir son programme de réformes et maintenir la stabilité macroéconomique du pays.

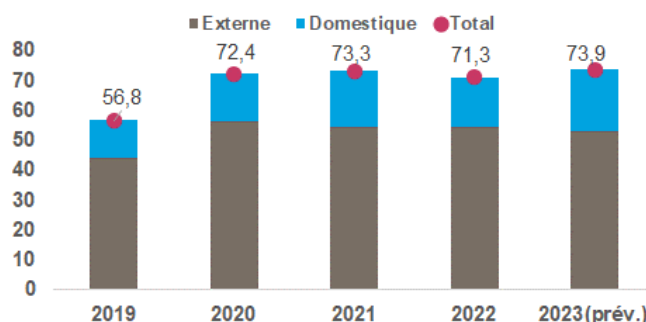
- **Hausse de la dette publique**

La dette du secteur public rwandais est en constante augmentation, liée aux importants investissements publics<sup>6</sup>, visant notamment à soutenir le commerce et l'activité touristique. La dette publique consolidée est ainsi passé de 32% du PIB en 2015 à 56,8% du PIB en 2019. L'impact du Covid-19 a conduit à une forte progression de la dette de près de 16 points à 72,4% du PIB en 2020.

En 2022<sup>7</sup>, malgré un déficit public élevé, le ratio dette sur PIB a baissé (autour de 71%) favorisé par la hausse du PIB nominal.

Pour 2023, la dette devrait reprendre une trajectoire ascendante, prévue à 73,9%. A noter cependant que malgré cette évolution, le poids des crédits concessionnels auprès de créanciers multilatéraux réduit le risque de difficultés de remboursement (Cf. position externe). Le risque de surendettement du pays est par ailleurs considéré modéré selon l'analyse du FMI.

### Evolution de la dette publique (% PIB)



Source: FMI, Country Report No. 2022/381

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Les exportations dominées par les produits primaires**

Les exportations rwandaises sont dominées par les matières premières, métaux précieux, minéraux et produits agricoles. L'or a représenté près de 28% des exportations du pays en moyenne entre 2017 et 2021. Les produits miniers (tantale, étain, tungstène), pèsent en moyenne 20% des exportations, ainsi que les produits agricoles (café et thé principalement) pour plus de 15%. Le pays a également une activité d'import-export de pétrole pour alimenter les pays voisins, notamment le Burundi. La région Est-Africaine est le premier débouché pour les exportations du pays.

- **Progression du déficit courant**

Le solde courant est structurellement déficitaire, le Rwanda important les biens d'équipements et services destinés à la réalisation de projets d'infrastructures, ainsi que du pétrole. Les importations représentent en moyenne plus du double des exportations du pays, essentiellement agricoles et minières.

En 2022, le déficit courant a progressé à 11,2% du PIB, dans un contexte de hausse plus importante des importations compte tenu des effets de la guerre en Ukraine qui conduit au renchérissement du prix des importations : carburants en particulier (1<sup>er</sup> poste d'importations du pays), mais aussi produits alimentaires.

Pour 2023, le déficit courant devrait encore progresser (autour de 13% du PIB), tirée par le ralentissement prévu de la demande adressée au pays. Les coûts de l'énergie continueraient par ailleurs de peser sur les importations, malgré des prix prévus plus modérés que l'année dernière. Le rebond de l'activité touristique, en particulier la réouverture du pays aux

<sup>4</sup> Il s'agit de l'exercice budgétaire 2020 (juillet 2019 à juin 2020).

<sup>5</sup> Resilience and Sustainability Trust (RST) de 319 MUSD et Policy Coordination Instrument (PCI).

<sup>6</sup> Il s'agit par exemple de la construction du centre de convention de Kigali (KCC) achevée en 2016 (projet de 130 MUSD), de la hausse de

la flotte de la compagnie aérienne nationale, RwandAir (environ 169 M USD), ainsi que de la construction d'un nouvel aéroport dans le district de Bugesera (coût estimé à 80 MUSD), entre autres.

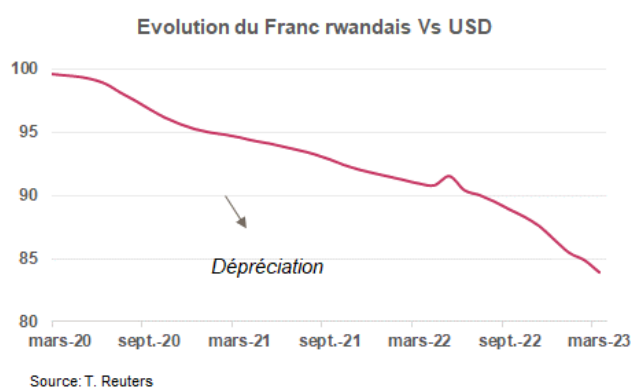
<sup>7</sup> Il s'agit de l'Exercice budgétaire 2022 (juillet 2021 à juin 2022).



conférences internationales et les nouvelles destinations proposées par RwandaAir<sup>8</sup> pourraient néanmoins limiter la progression du déficit dans le courant de l'année.

- **Dépréciation régulière de la monnaie**

Le franc rwandais a eu tendance à se déprécier depuis le début de la crise sanitaire (cf. graphique ci-dessous). La monnaie s'est dépréciée de 7,7% en glissement annuel en mars 2023. Le déficit courant important conjugué à un niveau d'inflation élevé devraient continuer à peser sur l'évolution de la monnaie dans le courant de l'année.



Les réserves en devises de la banque centrale demeurent cependant à un niveau satisfaisant autour de 4,4 mois d'importations fin 2022 et offrent une marge de manœuvre à la Banque centrale pour soutenir la monnaie si besoin.

- **Une dette externe aux conditions favorables**

La dette externe du pays est prévue à 72,5% du PIB en 2022, dont 53% du PIB pour la part publique.

La dette publique (y compris celle garantie par l'Etat) est majoritairement détenue par les créanciers multilatéraux (73% en 2021) et bilatéraux (14%) et dispose ainsi de conditions favorables. La maturité moyenne de la dette jusqu'à son échéance est de 14,2 ans en 2023, ce qui réduit le risque de refinancement.

La dette commerciale, détenue par les créanciers privés, s'élève à près de 13% du total de la dette externe et est constituée principalement d'un Eurobond de 10 ans (620 M USD) émis en août 2021, soit la deuxième émission du pays après celle de 2013. Le pays avait en effet profité des conditions encore favorables de marché (taux de rendement de 5,5%) afin de racheter 85% des euro-obligations de 2013 arrivant à échéance cette année (2023), lissant ainsi un éventuel risque de liquidité.

<sup>8</sup> RwandaAir proposera une liaison directe entre la France et le Rwanda dès juin 2023. <https://www.lechotouristique.com/aerien-rwandair-ouvre-le-seul-ligne-direct-entre-la-france-et-le-rwanda#:~:text=RwandAir%20lance%20pour%20la%20premi%C3%A8re,la%20France%20et%20le%20Rwanda.>

<sup>9</sup> Selon la Banque Mondiale.

Le service de la dette externe du pays reste relativement limité, estimé à 251 MUSD pour 2023 (environ 1,9% du PIB). Les réserves en devises, estimées à 1,8 Mds d'USD fin 2022 (environ 4,4 mois d'importations), ainsi que le soutien financier international devraient permettre au pays d'assurer le remboursement de sa dette.

## 4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE

- **Un leadership incontestable du président Kagame**

A la tête du pays depuis les années 2000, le président Paul Kagame a été réélu président du parti au pouvoir, le Front Patriotique Rwandais (FPR), lors du 16<sup>ème</sup> congrès du parti avec 99,8% des voix. Cela renforce son leadership sur la scène politique depuis plusieurs années et favorise la stabilité et la continuité politique jusqu'aux prochaines élections présidentielle des 2024. En vertu de l'amendement à la Constitution obtenu fin 2015, le président Kagame pourra se représenter pour deux quinquennats supplémentaires et devrait remporter les prochaines élections.

Sur le plan social, des progrès importants en matière de réduction de la pauvreté ont été accomplis pendant les dernières décennies, mais la dynamique de réduction de la pauvreté s'est affaiblie ces dernières années. Le taux de pauvreté est passé de 78% de la population dans les années 2000 à près de 53,7% en 2013 et s'est stabilisé autour de 52% depuis 2016<sup>9</sup>. L'impact de la crise sanitaire a par ailleurs contribué à une dégradation des indicateurs sociaux, malgré les mesures de soutien à la population vulnérable mises en place.

Sur le plan des relations externes, le pays est reconnu pour son faible niveau de corruption et l'utilisation efficace de l'aide internationale accordée au pays.

Les mésententes avec le pays voisin la République Démocratique du Congo (RDC) se poursuivent. La RDC accuse notamment le Rwanda de soutenir le groupe armé (M-23) issue d'une ancienne rébellion tutsi congolaise, tandis que le Rwanda dénonce un discours de haine de la part des Congolais<sup>10</sup>. Selon un groupe d'experts de l'ONU, le Rwanda aurait en effet acté en tant que « parrain » logistique et idéologique du M23 a rapporté la presse<sup>11</sup>.

<sup>10</sup> Source :

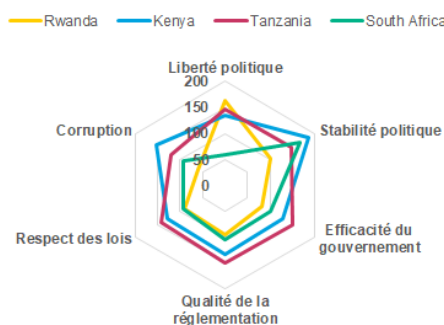
[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/21/entre-la-rdc-et-le-rwanda-une-crise-qui-se-radicalise\\_6131429\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/06/21/entre-la-rdc-et-le-rwanda-une-crise-qui-se-radicalise_6131429_3212.html)

<sup>11</sup> [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/27/la-republique-democratique-du-congo-un-geant-impuissant-face-aux-ingerences-du-rwanda\\_6159612\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/01/27/la-republique-democratique-du-congo-un-geant-impuissant-face-aux-ingerences-du-rwanda_6159612_3212.html)



- **Très bonne gouvernance et corruption très faible**

Indicateurs Banque mondiale 2021, Rang (214 pays)



Selon les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale, le Rwanda continue d'enregistrer de meilleures performances que la majorité des pays d'Afrique de l'Est (sauf en termes de liberté politique). Cf. graphique ci-dessus.

La perception de la corruption au Rwanda est par ailleurs une des plus faibles du continent africain à la 3<sup>ème</sup> place avec Maurice.

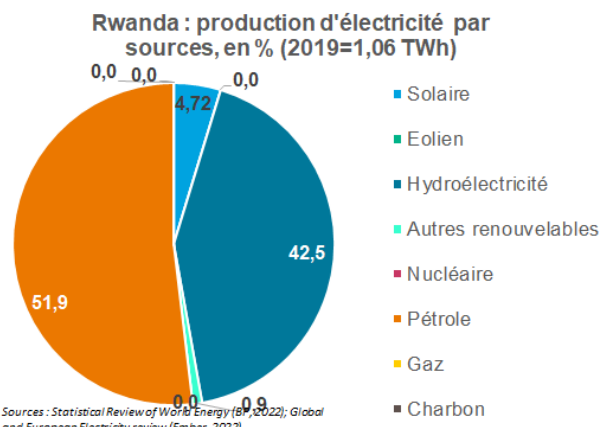
## 5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

Pays à faible revenu, l'économie rwandaise est encore tributaire de l'agriculture pluviale, et donc fortement vulnérable au changement climatique.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) au Rwanda sont estimées à 6,1 MtCO<sub>2</sub> en 2018 (hors déforestation). La principale source d'émissions de GES est le secteur agricole (environ 55% du total), suivi du secteur de l'énergie à 31%. Les émissions de GES ont par ailleurs tendance à progresser (+3,4% en moyenne/an) au cours des 5 dernières années. Selon les projections, les émissions devraient doubler à l'horizon 2030, estimées à 12,1 MtCO<sub>2</sub>, si rien n'est fait pour les empêcher. La hausse de la consommation des combustibles fossiles résultant de la demande croissante en électricité, ainsi que pour répondre aux

besoins du secteur du transport, seraient les principaux facteurs qui expliqueraient la hausse projetée des émissions.

A noter par ailleurs que le mix électrique du pays dépend pour près de moitié des sources fossiles, du pétrole en particulier (Cf. graphique ci-dessous).



Le Rwanda, signataire des accords de Paris, s'est engagé, de manière inconditionnelle, à réduire de 16% ses émissions de GES à l'horizon 2030 (selon le scénario tendanciel). Le pays prévoit également une réduction supplémentaire de 22%, sous réserve de l'obtention d'un soutien du financier externe, portant ainsi à 38% l'objectif global de réduction des GES en 2030.



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

**Baptiste Thornary**      Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays      baptiste.thornary@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

**Anne-Sophie Fèvre**      Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie      as.fevre@bpifrance.fr  
**Adriana Meyer**      Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est      adriana.meyer@bpifrance.fr  
**Victor Lequillier**      MENA, Turquie, Chine, ASEAN      victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

**Sabrina El Kasmi**      Responsable / Global trends, Pays développés, pétrole      sabrina.elkasmi@bpifrance.fr  
**Laetitia Morin**      Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME      laetitia.morin@bpifrance.fr  
**Thomas Laboureau**      Macroéconomie France, conjoncture ETI      Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.